Projet de règlement grand-ducal

portant institution de cahiers spéciaux des charges standardisés en matière de marchés publics et portant modification de l'article 103 du règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics.

Deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat

(26 novembre 2013)

Par dépêche du 18 octobre 2013, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat une deuxième série d'amendements au projet de règlement grand-ducal sous rubrique. Les amendements étaient accompagnés d'un commentaire, d'une fiche d'évaluation d'impact ainsi que d'une version coordonnée du projet de règlement grand-ducal tenant compte des modifications apportées au texte initial, élaboré par le ministre au Développement durable et des Infrastructures.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous avis avait déjà fait l'objet de deux avis antérieurs du Conseil d'Etat, émis respectivement les 8 mai 2012 et 26 février 2013.

Selon les auteurs, la nouvelle version amendée du projet de règlement grand-ducal tient compte de l'intégralité des propositions de texte formulées par le Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 26 février 2013, les amendements proprement dits (reconnaissables par la mise en italique du texte concerné) concernant uniquement des points pour lesquels le Conseil d'Etat avait sollicité des précisions. A côté des amendements se référant à l'avis complémentaire précité du Conseil d'Etat, le texte sous avis comprend encore un autre amendement, d'ordre très technique, qui tient compte d'une demande du « Centre de Ressources des Technologies et de l'Innovation pour le Bâtiment (CRTI-B) ».

Dans le commentaire des amendements, les auteurs manifestent d'emblée leur volonté de maintenir l'idée d'instituer des cahiers spéciaux des charges standardisés par voie de règlement ministériel, sans fournir à ce sujet le moindre argument de nature à justifier leur choix et à rencontrer les objections de principe formulées à ce sujet par le Conseil d'Etat dans ses avis précités. Le Conseil d'Etat y avait en effet critiqué ladite idée, au motif que les règlements ministériels à prendre seraient dépourvus de base légale suffisante et risqueraient en conséquence de s'exposer à la sanction de l'article 95 de la Constitution. Il avait proposé d'instituer les cahiers spéciaux des charges en question par voie de règlement grand-ducal, conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics. Le Conseil d'Etat n'entend pas se départir sur ce point de ses avis antérieurs, auxquels il renvoie et dont l'argumentaire et les conclusions gardent toute leur pertinence au regard du texte sous avis. Il réitère sa suggestion de remédier, à l'occasion d'une prochaine modification

de l'article 24 de la loi précitée du 25 juin 2009, au problème de la base légale défailante en ce qui concerne les règlements ministériels à prendre en vue d'instituer des cahiers des charges à caractère obligatoire.

C'est sous cette réserve, déjà formulée dans ses avis précités, que le Conseil d'Etat procède à l'examen des articles.

Examen des articles

Article 1^{er}

Le Conseil d'Etat constate que la présentation formelle de l'article sous examen tient compte des observations de nature légistique formulées dans son avis complémentaire du 26 février 2013.

Il est précisé aux paragraphes 1^{er} et 2 que le cahier spécial des charges standardisé relatif aux clauses contractuelles générales et le cahier spécial des charges standardisé relatif aux clauses techniques générales s'appliquent exclusivement aux marchés publics de travaux relatifs au secteur du bâtiment.

Aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3, il est encore précisé que les pouvoirs adjudicateurs peuvent compléter les clauses générales des différents cahiers des charges y visés par des clauses particulières, sans que toutefois les clauses particulières puissent déroger aux clauses générales.

Au paragraphe 3 (anciennement point c), la confusion entre corps de métiers et travaux a été redressée.

Au paragraphe 3, les différents cahiers des charges standardisés à intervenir ont été subdivisés en catégories et ont été numérotés conformément aux propositions émises par le CRTI-B.

Le nouveau paragraphe 4 regroupe les dispositions relatives à la publication électronique et au caractère obligatoire des différents cahiers des charges visés par l'article sous examen.

Le Conseil d'Etat approuve ces amendements.

Article 2

Le Conseil d'Etat peut approuver l'amendement proposé.

Articles 3 à 5

Ces articles ne donnent pas lieu à observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 26 novembre 2013.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen